

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 6 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'Est (SMAE)

91 boulevard de la Solidarité
BP 15030
57071 Metz

Références : METZ_SMAE_2024-01-29_RAPVI_EBK_26009
Code AIOT : 0006201556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2024 dans l'établissement Société MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'Est (SMAE) implanté 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "suivi des échéances" et fait suite à l'arrêté de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2023-80 du 31 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'Est (SMAE)
- 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91 boulevard de la Solidarité et n'a concerné que les chaudières n°1 et n°2 localisées dans le bâtiment 10.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes

sur le site supérieures à 1t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée notamment par :

- l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Puissance maximale des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 8 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des enjeux, des explications de l'exploitant et des constats réalisés le jour de la visite, la prescription contrôlée apparaît désormais inadaptée et l'inspection propose de modifier l'arrêté préfectoral dans ce sens lors de la prochaine instruction qui donnera lieu à des modifications de prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. À ce titre, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mars 2023 peut être considéré comme levé.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient, lorsque les activités du site évoluent et que l'exploitant souhaite faire évoluer les prescriptions encadrant son activité, de respecter les dispositions de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement qui stipule « *Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés [...] inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.* »

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Puissance maximale des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 8 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Interverrouillage des chaudières n°1 et 2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2023
Prescription contrôlée : La chaudière n°2 est exclusivement utilisée comme chaudière de secours en cas de défaillance de la chaudière principale. Les chaudières n°1 et n°2 ne peuvent pas fonctionner simultanément. Pour ce faire, l'exploitant met en place un inter-verrouillage électrique des brûleurs et un inter-verrouillage des vannes d'alimentation en gaz.
Constats : Vu : <ul style="list-style-type: none"> le courrier de l'exploitant du 17/07/2023 dans lequel l'exploitant explique que l'interverrouillage des vannes d'alimentation en gaz est techniquement compliqué et où une solution alternative d'interverrouillage mécanique des chaudières sur le circuit eau est présentée ; le courrier de l'exploitant du 30/10/2023 dans lequel l'exploitant informe Monsieur le préfet de la mise en œuvre de l'interverrouillage du circuit eau en septembre 2023 et de la validation du système par ses équipes techniques le 05/10/2023 ;

- dans le bâtiment 10, les chaudières n°1 et n°2 et l'interverrouillage du circuit d'eau ;
- la consigne de démarrage des chaudières n°1 et n°2 dont la dernière mise à jour date du 23/01/2024 et les consignes affichées au droit des chaudières.

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'interverrouillage des vannes d'alimentation en gaz conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Toutefois, l'inspection constate que l'exploitant a mis en place un interverrouillage mécanique en sus de l'interverrouillage électrique (contrôlé lors de la visite d'inspection du 08/02/2023). Dans ces conditions, l'inspection constate que la solution mise en œuvre par l'exploitant permet de garantir « *l'impossibilité technique de fonctionner simultanément* » au sens de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*.

Dans ces conditions, conformément à la définition de la « *puissance thermique nominale totale* » de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 qui stipule « *la somme des puissances thermiques nominales de tous les appareils de combustion unitaires de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW qui composent l'installation de combustion, exprimée en mégawatts thermiques (MW). Lorsque plusieurs appareils de combustion qui composent l'installation sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément, la puissance de l'installation est la valeur maximale parmi les sommes de puissances des appareils pouvant être simultanément mises en œuvre* », la solution mise en œuvre par l'exploitant permet de respecter l'esprit de la prescription contrôlée.

En conséquence, l'inspection propose, au regard des contraintes mises en avant par l'exploitant relatives à l'interverrouillage des vannes en gaz, et de la solution mise en œuvre par l'exploitant et constatée lors de la présente visite par l'inspection, de :

- modifier ultérieurement la prescription faisant l'objet du présent contrôle ;
- considérer comme levée la mise en demeure du 31 mars 2023.

Type de suites proposées : Prescription inadaptée ou obsolète

Proposition de suites : Arrêté complémentaire ultérieur